

Pensée globale pour demain, actions locales d'aujourd'hui

De plus en plus de voix appellent à revisiter l'imaginaire jusqu'aux frontières de l'utopie pour concevoir une autre économie, dans une sobriété heureuse. Pour que le fameux « Un autre monde est possible » ne soit pas un simple slogan et que d'autres choix puissent réellement être faits, que doit comporter un projet politico-économique pour être réaliste en 2010 ? Quels sont les problèmes racines à résoudre ? Quelles solutions proposer ? Quelles étapes locales proposer aujourd'hui ?

Une utopie réaliste doit nécessairement résoudre 3 aspects : 1. l'équation de l'empreinte écologique, qui nous oblige à sortir de la croissance ; 2. la diminution du travail, qui nous oblige à dissocier totalement le revenu du travail ; 3. la monnaie croissanciste, qui nous oblige à supprimer totalement les intérêts des monnaies.

Concernant le 1er problème, la mise en oeuvre d'une décroissance conviviale, sobriété heureuse : si tout le monde s'y mettait du jour au lendemain, les Etats ne récolteraient plus assez d'impôts et taxes, ils ne pourraient plus financer les services publics, tout se casserait la figure. L'utopie réaliste doit permettre un fonctionnement économique sobre tant au niveau local qu'au niveau global.

Sur le 2è point, il est important d'accepter la réalité actuelle : pour assurer notre revenu, nous sommes tous obligés de tirer la couverture à nous. Aucune réelle coopération ni réduction du temps de travail n'est possible tant qu'une partie de notre revenu dépend de notre activité. Mais alors, si le revenu ne dépend plus du nombre d'heures travaillées, sur quels critères objectifs pourrait-on répartir les salaires ? La productivité n'en est pas un. La responsabilité non plus... Est-il réellement possible de légitimer des revenus inégaux ? Ce genre de réflexions conduit nécessairement à une égalité des revenus.

Le 3è aspect est le plus crucial. Lorsque la masse monétaire mondiale provient à 80% des emprunts, comment rembourser les intérêts de ces emprunts sans s'endetter à nouveau pour faire apparaître l'argent manquant ? Les intérêts inhérents aux monnaies d'aujourd'hui nous obligent à une croissance exponentielle de la masse monétaire et des dettes. Certes, la spéculation aggrave la situation, mais même avec des intérêts à 0,1%, nous serions toujours dans une croissance exponentielle. Aucune sortie de crise sans suppression totale de l'intérêt de l'argent¹.

Par ailleurs, comment peut-on continuer à laisser les Etats s'endetter au profit des banques privées à qui ils ont donné le pouvoir de créer l'argent ? Ne pourraient-ils pas créer eux-même leur(s) monnaie(s) ? Sur quelles règles se baser pour créer l'argent nécessaire à l'activité économique ? Celui qui possède les rênes de la création monétaire détient un pouvoir énorme. Comment éviter les dérives des pays stalinistes où, bien souvent, les gens avaient de l'argent mais rien dans les magasins ? Comment éviter la dérive actuelle où les magasins sont pleins mais la plupart des gens n'ont pas assez d'argent pour acheter ?

Toute velléité de dompter le capitalisme sans résoudre ces 3 aspects est vouée à l'échec. Un programme réaliste doit donc proposer de l'argent sans intérêt, en lien réel avec l'activité économique et non dominé par quelques privilégiés, et une égalité des revenus. **La monnaie distributive, associée à un revenu d'existence unique est une solution à portée de main.** Cette monnaie est fabriquée en même temps que les biens et services mis en vente, et détruite à chaque acte d'achat : la masse monétaire correspond exactement à ce qui est disponible dans les magasins. Les gens perçoivent mensuellement le revenu d'existence, unique et égalitaire, qui correspond précisément aux richesses fabriquées dans le mois. On partage le travail entre tout le monde. La propriété privée, n'étant plus possible (puisque'on ne peut plus accumuler plusieurs mois de salaires), est remplacée par la propriété d'usage. Le tout est géré démocratiquement, le plus possible localement et de manière participative.

Entreprises et individus n'ont plus intérêt à maximiser leurs ventes : la pub disparaît, la baisse de la

¹ Cf. livre « Mais où va l'argent ? » de Marie-Louise Duboin (éd Sextant) ; vidéo « Argent Dette » de Paul Grignon sur www.bankster.tv

consommation entraîne une baisse de la production et donc une diminution du temps de travail. On peut enfin se mettre d'accord pour que les prix tiennent compte des aspects écologiques. Une décroissance sélective se met en place naturellement. Plus d'impôts ni de taxes. La comptabilisation des richesses et leur partage n'est soumis à aucun pouvoir politique mais est la conséquence du travail et des décisions de la multitude des acteurs locaux.

Même si elle paraît au premier regard très utopiste, cette proposition est en fait plus facile à mettre en oeuvre que tous les programmes tentés jusqu'alors. Car d'une part cette proposition permettra à 80% de la population de vivre mieux, et d'autre part elle n'est pas coincée par les problèmes de rentabilité et de fuite des capitaux (les capitaux peuvent s'enfuir puisque du jour au lendemain on change de monnaie).

Cette proposition avait été pensée il y a 75 ans – à l'époque de la misère, où l'on jetait du lait dans les caniveaux et brûlait du blé et du café, car on en produisait trop... – et enrichie dans les années 80 sur les aspects écologique et démocratique. Pour plus de renseignements, reportez-vous au Colibri Solidaire et Distributif² et à la Grande Relève³.

Cette solution comporte le minimum de changements nécessaires pour sortir des crises écologique, sociale et financière. Elle passera par des élections présidentielles et/ou européennes. En attendant, **développons localement l'Economie Sociale et Solidaire et les monnaies complémentaires** ! Non seulement elles préparent les mentalités à un futur distributif, mais en plus elles permettent d'améliorer la vie locale aujourd'hui.

L'ESS limite la recherche du profit financier, la spéculation, les délocalisations. Ces modes d'entreprise gagneraient à être connus et utilisés par un maximum.

Les monnaies complémentaires sont multiples et variées. Dans de nombreux pays, elles sont utilisées par des entreprises et des collectivités territoriales : on peut même payer une partie des taxes locales en monnaie locale. Elles peuvent aussi être fondantes (lorsque la dépréciation périodique de la monnaie permet une meilleure circulation de la monnaie sans risque de pousser à une surenchère de la consommation). Elles peuvent être sociales, comme le SOL qui contribue au développement de l'économie sociale, solidaire et locale. Mais toujours elles dynamisent le tissu local. Cf. Philippe Derudder et l'association AISES⁴ pour plus de détails.

Voilà résumées des propositions utopiques et réalistes, pour demain avec un mode économique enfin focalisé sur les besoins des femmes et des hommes, et pour aujourd'hui avec des initiatives locales qui limitent l'accélération de la croissance et améliorent la vie locale.

² www.lecolibri.org

³ <http://economiedistributive.free.fr>

⁴ www.aises-fr.org